



Pour une Gauche Alternative

la feuille du Réseau Coopératif de Gauche Alternative

3 septembre 2026 – N°23

L'édito

Une rentrée de combat ?

L'été qui s'achève laissera durablement le souvenir de catastrophes écolo-climatiques majeures : sécheresse inédite aux conséquences dramatiques pour la santé des populations, la biodiversité et l'activité économique, en particulier agricole ; incendies difficilement maîtrisés ; tornade destructrice... Des catastrophes aux dimensions planétaires avec les incendies géants en Amérique du nord, la sécheresse au Pérou et en Amérique centrale, les inondations en Chine, le drame du Népal... Pour qui en douterait encore, le dérèglement climatique est bien là !

En France, la crise aura révélé le niveau d'impréparation des pouvoirs publics sur fond de politiques austéritaires et courttermistes menées depuis des décennies. Faut-il rappeler qu'en novembre 2025, députés de droite et du RN ont rejeté l'augmentation de la taxe spéciale sur les contrats d'assurance destinée à financer les Services Départementaux d'Incendie et de Secours ? Le paradoxe de la situation est que le capital et ses soutiens négationnistes profitent de la crise climatique pour justifier sans vergogne leur fuite en avant, comme avec le vote en juillet de la loi Duplomb II – véritable démantèlement des protections de l'environnement, en particulier en matière de gestion de l'eau.

Le MEDEF n'est pas en reste qui, lors de son université d'été, a posé ses exigences dans la perspective des élections de 2027. Le patronat est à l'offensive pour en finir avec ce qui reste de « l'État social ». Retraites, cotisations sociales, impôts et « normes » sont clairement dans le collimateur patronal. Ce discours de combat est complaisamment repris par la droite et de l'extrême droite et par un gouvernement qui nous annonce un budget d'austérité record pour 2027 au nom de la lutte contre l'endettement. De l'argent, il y en a pourtant quand on apprend que les bénéfices des entreprises du CAC 40 ont augmenté de 34 % au premier semestre 2026. 20 milliards d'€ de plus par rapport au premier semestre 2025 quand 15 % de la population vit sous le seuil de pauvreté (un record !).

Dans ce contexte, les mobilisations sociales et citoyennes des semaines à venir – contre les violences faites aux femmes et aux enfants, pour la défense des libertés publiques, pour le climat, pour les solidarités,... – sont d'une importance capitale. Leur succès peut marquer le début d'un changement du rapport des forces plus favorable à notre camp social. Il serait un point d'appui pour faire reculer la tentation néo-fasciste et commencer à dessiner un avenir désirable.

Calendrier militant

- Dimanche 6 septembre à 9h30: AG du Réseau en visio
- Lundi 7 septembre : reprise des mobilisations contre les violences faites aux femmes et aux enfants
- Mardi 8 septembre à 18h30 : rencontre en visio avec Vincent Tiberj
- Samedi 19 septembre : marche nationale pour défendre le droit à la vie et l'Etat de droit
- Samedi 26 septembre : marches pour le climat la paix et les solidarités
- Mardi 29 septembre : mobilisations intersyndicale de la Fonction Publique
- Mercredi 30 septembre à 18h30 : rencontre "Mutualisme politique, et Autogestion" avec Salvatore Cannavo
- Samedi 3 octobre : mobilisation internationale "Stop pesticides"

Rencontre avec Vincent Tiberj,

sociologue et auteur de

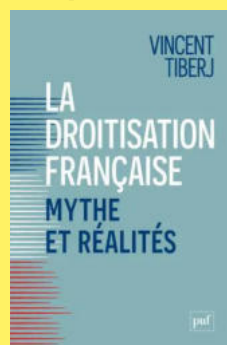
"La droitisation française, mythe et réalités" (2024)

Une problématique à l'inverse des discours dominants...

à modifier ou nuancer ?

Ou à l'inverse, à défendre car plus que jamais d'actualité ?

mardi 8 septembre à 18 h 30



lien zoom : <https://us02web.zoom.us/j/89848032344?pwd=e5bCHYmU2J69VkvC7i58W7LvCP3U6o.1>

Enfin une loi cadre ? La culture du viol doit cesser !

Les associations féministes luttent depuis longtemps en France pour obtenir une loi-cadre contre les violences sexistes et sexuelles envers les femmes et les enfants. Depuis 2024, une coalition féministe et enfantiste (regroupant 150 associations, ONG, syndicats) s'est créée pour revendiquer une loi cadre intégrale à l'image de la loi espagnole votée depuis plus de 20 ans avec des conséquences non négligeables : deux fois moins de féminicides et deux fois plus d'hommes violents condamnés !

On parle de loi intégrale car il s'agit d'un cadre législatif complet contre les violences sexuelles et sexistes en renforçant la prévention, la protection et l'efficacité de la justice.

Suite au meurtre de Lyhannah, cette coalition a appelé à de nombreux rassemblements et manifestations jusqu'au 4 juillet. Elle a écrit une pétition (140 mesures) afin de repenser globalement la prévention, la protection, la justice, l'accompagnement et la réparation. Elle affirme que la lutte contre les violences sexistes et sexuelles faites aux femmes est indissociable des violences faites aux



enfants : elles relèvent d'un même continuum de domination.

Ce travail collectif a conduit à la création d'une coalition parlementaire transpartisane qui propose une loi intégrale qui devrait être soumise au parlement en octobre. En l'état, la loi proposée en août n'est pas entièrement satisfaisante : sans détailler, elle insiste trop sur la répression et sur les moyens juridiques laissant de côté une grande partie de la prévention (très présente dans la pétition de la coalition). De plus elle ne précise pas le financement indispensable (2,6 milliards d'euros) pour la mettre en œuvre.

Cependant, tout n'est pas joué. Cette loi doit être modifiée dans le sens des propositions faites par la coalition. Une commission parlementaire se réunit le 7 septembre et va travailler en tenant compte des amendements qui vont être déposés par la coalition et les associations féministes.

C'est pourquoi il est essentiel de reprendre les rassemblements, manifestations ... tous les lundis à partir du 7 septembre.

Le massacre des innocents¹

21 000 ! C'est le nombre d'enfants gazaouis assassinés par les soldats de l'armée génocidaire israélienne. Sans compter les milliers d'enfants morts sans sépulture dans le bombardement de leur maison, illusoire abri. Sans compter les 235 enfants de Cisjordanie assassinés par les colons fascistes ou des soldats complices. Et chaque fois, dans leurs rapports, la même effarante litote : des impacts ont été constatés². Mais au-delà de ces assassinats ciblés, les soldats meurtriers empêchent l'arrivée des secours, comme le démontre le cas de Hind Rajab, emblématique de ce qui est arrivé à des milliers d'enfants palestiniens³.

L'exécution massive des enfants palestiniens participe à la stratégie génocidaire du pouvoir israélien. Dans le cadre de cette stratégie perpétrée aujourd'hui à Gaza, cette violence brutale vise à infliger une mort reproductive, c'est-à-dire à détruire la capacité d'une population à se reproduire, tant aujourd'hui que demain⁴. Rappelons que l'élimination des enfants (quelle qu'en soit la forme) est considérée comme un élément constitutif d'un génocide selon la définition internationale de 1948.

Le meurtre de masse des enfants de Palestine n'est pas indépendant de la politique israélienne de déshumanisation des Palestiniens, ces « animaux humains », semblables aux sous-hommes de l'enfer nazi. Cette déshumanisation touche aussi les enfants dès leur plus jeune âge : dans une communauté racisée, ils sont traités aussi violemment que les adultes, ce qui rend possible le meurtre des enfants et rend stratégique le massacre des fils et des filles de Palestine⁵.

Le combat pour défendre la vie et le droit des enfants doit se développer sans aucune instrumentalisation et doit systématiquement s'accompagner du drapeau palestinien -étendard endeillé du plus grand massacre d'enfants commis au XXI^e siècle⁶. Participons aux manifestations du 7 septembre partout où elles seront organisées.

1 Le titre n'est évidemment pas dû à un hasard : Matthieu (2:16-18).

2, 5 et 6 Fanny Montbeig, enseignante chercheuse en littérature comparée, militante.

3 cf le film La Voix de Hind Rajab.

4 Rachida El Azzouzi, <https://mediapart.fr/journal/international/220726/palestine-le-droit-de-la-vie-contre-la-guerre-reproductive>.

Qui sommes-nous ?

Nous proposons à toutes celles et ceux qui le souhaitent, de créer un réseau coopératif de gauche alternative, d'ouvrir un espace de réflexion et d'action ancré dans les mobilisations et les initiatives « d'utopie concrète » : vivre, travailler, accueillir, agir autrement. Ce réseau est ouvert à tous·tes. Chacun·e y a sa place quels que soient ses engagements militants ou pas.

Unitaires, participons à la construction d'une alternative de gauche ancrée à la base dans des collectifs locaux du NFP.

Révolutionnaires, faisons émerger, avec d'autres, un mouvement politique de gauche alternative, anticapitaliste et autogestionnaire, écologiste et féministe, anti-raciste et anti-validiste, internationaliste et altermondialiste.

**Le Réseau change d'adresse de courriel
pour nous contacter : contact@reseaucoopgauchealter.fr**

Mobilisations estivales et tensions politiques en Ukraine... mais la résistance continue !

Le peuple ukrainien a choisi la voie de la résistance, armée et non-armée. Sa société a montré un élan d'auto-organisation sans précédent et ne s'en remet pas à l'État. L'Ukraine tient bon, Poutine est en échec mais l'issue semble lointaine car l'aide internationale demeure auto-limitée : pour les puissances capitalistes, il importe que l'Ukraine ne perde pas cette guerre... mais, pour elles, il serait aventureux de provoquer la défaite du régime fascisant et mafieux de Poutine – et les marchés potentiels qu'il représente.

Le rapport de forces militaires reste stationnaire : faibles modifications territoriales mais relatif avantage à l'Ukraine. Avec ses drones redoutables, sa capacité de perturbation et les dégâts provoqués sur le territoire russe, bien au-delà des territoires proches de l'Ukraine, alimentent le sentiment russe d'un enlisement dans une guerre sans fin, ruineuse, sans perspective victorieuse.

Parallèlement à la résistance héroïque de la population ukrainienne, mouvements sociaux et mobilisations citoyennes ont



continué, dès juillet, toujours contre le nouveau code du travail ultra-libéral mais aussi contre la hausse du coût des transports.

Mais l'élément nouveau qui a provoqué à partir du 16 juillet des mobilisations plus fortes encore à Kiiv et dans toutes les grandes villes, pendant plusieurs semaines, a été le renvoi par Zelensky du populaire ministre de la défense, Fedorov, symbole de l'ingéniosité et de la réussite d'une stratégie appuyée sur les drones. Ce limogeage sans explication claire, perçu comme une décision infondée, a mobilisé les manifestant·es – plusieurs milliers dans la capitale – : demandes de réintégration de Fedorov et aussi exigences – comme un an plus tôt – fin de la corruption, contrôle sur le pouvoir militaire, transparence et démocratie.

La vitalité de la démocratie ukrainienne, même en temps de guerre et de résistance, s'est confirmée cet été, avec la persistance des mobilisations sociales et citoyennes...qui ont permis d'obtenir la démission de Syrsky, le tout nouveau commandant en chef des armées. Quel contraste avec la dictature russe...

Université d'été du NPA - A, du 23 au 27 août : une belle réussite avant une période cruciale

800 personnes, beaucoup de jeunes, de femmes, de LGBTIQ, une ambiance chaleureuse. L'université d'été du NPA L'Anticapitaliste qui s'est tenue du 23 au 26 août a été une réussite.

Comme chaque année, il y avait beaucoup de propositions de rencontres (féminisme, transphobie, masculinisme, impérialisme, 1934-1938, luttes des Kurdes, situation en Ukraine, luttes syndicales, ...), des films (« le bonheur est dans la lutte » de Olivier Besancenot, sur l'expérience du Front Populaire au Chili et le rôle du MIR).

Les analyses que font nos camarades du NPA-A de la crise mondiale et de la menace représentée par les neo-fasciste et la droite extrémisée sont très semblables aux nôtres. Ils accordent comme nous une grande importance au mouvement social, à son autonomie, à son auto-organisation. Le NPA-A a fait le choix de mener campagne pour l'élection de Jean-Luc Mélenchon, en espérant que cela créera une dynamique sociale. Beaucoup de

débats sur l'importance de garder une liberté de ton et d'appréciations, car les expériences passées avec LFI sont loin d'être positives, notamment du point de vue des pratiques.

Le NPA-A a organisé un atelier d'échanges sur les échéances de 2027 où étaient présents outre les organisateurs, le Réseau coopératif de gauche alternative (que je représentais), l'Alternative Communiste, Les Verts populaires, Nouvelle Donne, l'Assemblée des quartiers, L'Après. J'ai pu constater de grandes convergences avec Alternative Communiste, les interventions de l'Assemblée des Quartiers étaient très fortes, avec une exigence de « faire avec les habitantes et les habitants ».

Ce cadre de rencontre unitaire est précieux et il faut remercier le NPA-A de l'avoir rendu possible. Il est important de réussir à maintenir ces liens, pour gagner en rapport de force, et limiter l'éparpillement entre des forces qui ont beaucoup en commun.

(de notre représentant à l'Université d'été du NPA-A)

Incendies dramatiques en Algérie

En Europe occidentale, l'été 2026 a été le plus chaud jamais enregistré. C'est un signe fort du dérèglement climatique, la catastrophe du Népal en est un autre, et on peut multiplier les exemples, l'Algérie et la Tunisie ont connu, la dernière semaine d'août, des températures supérieures à 45°. En Algérie, du 26 au 30 août, des incendies d'une violence inouïe ont balayé les montagnes littorales de Petite Kabylie, notamment la région de Jijel, située à mi-distance d'Alger et de la frontière tunisienne. Attisés par les températures extrêmes et des rafales de vent violent, les multiples foyers d'incendie (près de 200 ?) ont parcouru en quelques heures une zone s'étendant sur une centaine de km où des dizaines de milliers -voire des centaines de milliers- d'hectares de forêts de pins d'Alep et de chênes-lièges ont brûlé. Le bilan humain est dramatique : plus de 200 morts, selon une estimation basse, 3 à 4 fois plus selon une autre estimation, bien pire que celui de la catastrophe de 2021 (90 morts).

